

Brochure n° 3005-I

Accords nationaux
TRAVAUX PUBLICS
(Tome I. – Accords nationaux)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 4 MAI 2011
RELATIF À L'ORGANISATION DU CHÈQUE-VACANCES
NOR : ASET1151023M
IDCC : 1596, 1597

PRÉAMBULE

Prenant acte des dispositions de la loi du 22 juillet 2009 modifiant les articles L. 411-1 et suivants du code du tourisme relatifs aux chèques-vacances :

- au vu notamment de l'assouplissement des conditions nécessaires pour bénéficier des chèques-vacances et des modalités d'acquisition desdits chèques ;
- les partenaires sociaux du bâtiment et des travaux publics entendent poursuivre leur action visant à permettre le bénéfice, dans les TPE et PME de la branche, des mêmes avancées sociales que celles pouvant être mises en œuvre dans des entreprises de taille plus importante.

Dans cet esprit, les signataires du présent accord décident de faciliter l'accès aux chèques-vacances des personnes mentionnées à l'article L. 411-1 du code du tourisme en modifiant, par un accord de branche, la gestion du dispositif par application des articles du code de commerce.

Le nouveau mécanisme défini par les partenaires sociaux du BTP reste de caractère optionnel, continuant de reposer sur l'adhésion volontaire des entreprises au dispositif et sur la volonté individuelle de chaque salarié d'acquérir des chèques-vacances.

Lorsqu'il en existe, les délégués du personnel sont préalablement consultés sur la mise en œuvre du dispositif dans l'entreprise ainsi que sur ses modalités pratiques.

Article 1^{er}

Entreprises et bénéficiaires concernés

Sont comprises dans le champ du présent accord :

- les entreprises du bâtiment telles que définies à l'article 1^{er} de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 septembre 1976 (c'est-à-dire les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;
- ou à l'article 1^{er} de la convention collective nationale du 8 octobre 1990, applicable dans les entreprises non visées par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962 modifié par le décret n° 76.879 du 21 septembre 1976 (c'est-à-dire les entreprises occupant plus de 10 salariés) ;
- les entreprises des travaux publics telles que définies à l'article 1.1 de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992 qui sont visées à l'article L. 411-9 du code de tourisme, c'est-à-dire qui ont moins de 50 salariés et sont dépourvues de comité d'entreprise.

L'accès aux chèques-vacances est ouvert à l'ensemble des bénéficiaires visés à l'article L. 411-1 du code du tourisme, et notamment des salariés des entreprises qui auront choisi d'entrer dans le dispositif en adhérant à l'association gestionnaire.

Les apprentis et titulaires d'un contrat d'insertion en alternance ainsi que les salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée, sous réserve qu'ils soient présents depuis au moins 2 mois dans l'entreprise, bénéficient de l'accès aux chèques-vacances.

La mise en œuvre du dispositif des chèques-vacances est annuelle et porte sur l'année civile. Elle nécessite l'adhésion préalable de l'entreprise à l'association gestionnaire visée à l'article 4 ci-après.

Chaque année civile, l'entreprise est libre d'appliquer ou non le dispositif des chèques-vacances. Si elle décide de l'appliquer, elle en informe au plus tard le 30 avril l'ensemble du personnel et les délégués du personnel s'il y en a, conformément au 4 de l'article 2 ci-après.

Cependant, pour l'année 2011, cette information sera donnée au plus tard le 30 juin 2011.

Article 2

Modalités d'acquisition des chèques-vacances

L'accès au bénéfice des chèques-vacances dans les entreprises qui ont adhéré au dispositif s'effectue dans le respect des règles suivantes :

1. Période d'acquisition

L'entreprise fixe une ou deux périodes au cours de l'année civile pendant lesquelles les bénéficiaires pourront acquérir des chèques-vacances.

2. Versements des bénéficiaires

Durant la ou les deux périodes d'acquisition déterminées par l'entreprise, chaque bénéficiaire peut acquérir des chèques-vacances pour un des montants et dans les conditions prévues dans l'annexe au présent accord, selon l'option retenue par l'employeur.

Lorsque l'entreprise a fixé deux périodes d'acquisition, le total des chèques-vacances que peut acquérir un bénéficiaire pour l'année ne peut excéder le montant maximal prévu par l'option retenue par l'employeur.

3. Abondement de l'employeur

Pour chaque bénéficiaire qui décide d'acquérir des chèques-vacances, l'employeur apporte un abondement en pourcentage du versement effectué par le bénéficiaire.

A cet effet, l'employeur choisit une des trois options (option A, option B ou option C) dont le détail figure en annexe.

Pour les salariés dont la rémunération horaire de base est inférieure à 110 % du Smic, le montant de l'abondement de l'employeur est majoré de 20 %, dans la limite du plafond d'exonération fixé par l'article L. 411-9 du code du tourisme.

4. Information des bénéficiaires

Pour chaque année où l'employeur décide d'appliquer le dispositif des chèques-vacances, il informe l'ensemble du personnel, ainsi que les délégués du personnel s'il y en a :

- de la ou des périodes pendant lesquelles les bénéficiaires pourront acquérir des chèques-vacances ;
- de l'option d'abondement retenue et des modalités qui lui sont liées, telles qu'elles figurent en annexe.

5. Commande des chèques-vacances

Sur la base des demandes formulées par les bénéficiaires durant la période d'acquisition et en fonction de l'option d'abondement retenue, il appartient à l'employeur :

- de commander les chèques-vacances. Cette commande est réalisée dans le cadre d'un circuit convenu entre l'« association chèques-vacances BTP » existante et l'agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV) ;
- de verser à l'ANCV une somme couvrant la commande des chèques-vacances, somme à laquelle s'ajoute une commission fixe de mise en place lors de la première commande. Le montant de cette commission fixe de première mise en place est choisi par l'association gestionnaire paritaire parmi les différentes options proposées par l'ANCV.

Article 3

Exonération de charges sociales

En application de l'article L. 411-9 du code du tourisme, la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés est exonérée des cotisations et contributions prévues par la législation du travail et de la sécurité sociale, à l'exception de la CSG et de la CRDS ainsi que de la contribution au versement transport.

Cette exonération est accordée dans le respect, notamment, des conditions suivantes :

- le montant de la participation de l'employeur aux chèques-vacances (dit abondement) est plus élevé pour les salariés dont les rémunérations sont les plus faibles ;
- le montant de l'abondement de l'employeur n'excède pas 30 % du Smic mensuel par salarié et par an ;
- la contribution de l'employeur ne se substitue à aucun élément de la rémunération versée dans l'entreprise, au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, ou prévu pour l'avenir par des stipulations contractuelles individuelles ou collectives.

Article 4

Modalité de gestion des chèques-vacances du BTP

Les parties signataires du présent accord décident de confier le suivi du dispositif des chèques-vacances à l'« association chèques vacances BTP » existante, concernant les entreprises définies à l'alinéa premier de l'article 1^{er}.

Dans le cadre d'un conventionnement avec l'agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV), cette association a pour missions :

- la promotion du dispositif des chèques-vacances auprès des entreprises visées par le présent accord,
- pour les entreprises ayant choisi d'entrer dans le dispositif et qui ont adhéré à ce titre à l'association, la mise en relation avec l'ANCV,
- la facilitation technique des commandes de chèques-vacances auprès de l'ANCV.

L'association communique aux organisations d'employeurs et de salariés du BTP un rapport annuel sur le développement des chèques-vacances dans les entreprises visées par le présent accord.

L'association est constituée à parité par les représentants des organisations d'employeurs et de salariés du BTP représentatives au niveau national.

L'association conventionne en tant que de besoin avec BTP Prévoyance afin de développer un pôle social diversifié au sein de la branche professionnelle, dans le cadre de PRO BTP.

Article 5

Application et suivi du dispositif

Une commission paritaire nationale composée par les représentants des organisations d'employeurs et de salariés représentatives du secteur du BTP procède périodiquement à un état de l'application du présent accord.

Cette commission propose à l'association paritaire prévue à l'article 4 toute mesure de nature à améliorer l'information des entreprises et des salariés concernés par le dispositif.

Article 6

Entrée en vigueur et extension

Cet accord abroge et se substitue à celui du 29 mars 2002 intitulé « Accord national relatif à l'organisation du chèque-vacances dans les entreprises du BTP visées à l'article 3 de la loi n° 99-584 du 12 juillet 1999 ».

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

Cet accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} juin 2011.

Fait à Paris, le 4 mai 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CAPEB ;
FNTF ;
FNSCOP ;
FFB ;
FFIE.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CGT-FO ;
CFE-CGC SNCT-BTP ;
BATIMAT-TP CFTC.

ANNEXE

Modalités d'acquisition et d'abondement des chèques-vacances BTP

(En euros.)

Montant de chèques acquis	Salaire	OPTION A		OPTION B		OPTION C		
		Tous bénéficiaires Abondement égal à 50 % du versement du bénéficiaire		Tous bénéficiaires Abondement égal à 100 % du versement du bénéficiaire		Rémunération > plafond Abondement égal à 100 % du versement du bénéficiaire	Rémunération < plafond Abondement égal à 200 % du versement du bénéficiaire	Abondement employeur
		Versement salaire	Abondement employeur	Versement salaire	Abondement employeur	Versement salaire	Abondement employeur	
100	≥ 110 % Smic	75	25	50	50	50	50	67
	< 110 % Smic	70	30	40	60		20	80
150	≥ 110 % Smic	113	38	75	75	75	50	100
	< 110 % Smic	105	45	60	90		30	120
200	≥ 110 % Smic	150	50	100	100	100	67	133
	< 110 % Smic	140	60	80	120		40	160
250	≥ 110 % Smic	188	63	125	125	125	83	167
	< 110 % Smic	175	75	100	150		50	200
300	≥ 110 % Smic	225	75	150	150	150	100	200
	< 110 % Smic	210	90	120	180		60	240
350	≥ 110 % Smic	263	88	175	175	175	117	233
	< 110 % Smic	245	105	140	210		70	280

Montant de chèques acquis	Salaire	OPTION A		OPTION B		OPTION C			
		Tous bénéficiaires Abondement égal à 50 % du versement du bénéficiaire		Tous bénéficiaires Abondement égal à 100 % du versement du bénéficiaire		Rémunération > plafond Abondement égal à 100 % du versement du bénéficiaire		Rémunération < plafond Abondement égal à 200 % du versement du bénéficiaire	
		Versement salarié	Abondement employeur	Versement salarié	Abondement employeur	Versement salarié	Abondement employeur	Versement salarié	Abondement employeur
400	≥ 110 % Smic	300	100	200	200	200	200	133	267
	< 110 % Smic	280	120	160	240			80	320
500	≥ 110 % Smic	375	125	250	250	250	250	167	333
	< 110 % Smic	350	150	200	300			100	400
600	≥ 110 % Smic	450	150	300	300				
	< 110 % Smic	420	180	240	360				
700	≥ 110 % Smic	525	175	350	350				
	< 110 % Smic	490	210	280	420				

Modalités d'acquisition et d'abondement des chèques-vacances BTP

Option à choisir par l'employeur

(En euros.)

Montant de chèques acquis	Salaire	OPTION A		OPTION B		OPTION C			
		Tous bénéficiaires Abondement égal à 50 % du versement du salarié		Tous bénéficiaires Abondement égal à 100 % du versement du salarié		BÉNÉFICIAIRES dont rémunération ≥ PSS (1) Abondement égal à 100 % du versement du salarié		BÉNÉFICIAIRES dont rémunération ≤ PSS (1) Abondement égal à 100 % du versement du salarié	
		Part salariée	Abondement employeur	Part salariée	Abondement employeur	Part salariée	Abondement employeur	Part salariée	Abondement employeur
100	≥ 110 % Smic	67	33	50	50	50	50	33	67
	< 110 % Smic	60	40	40	60			20	80
150	≥ 110 % Smic	100	50	75	75	75	75	50	100
	< 110 % Smic	90	60	60	90			30	120
200	≥ 110 % Smic	133	67	100	100	100	100	67	133
	< 110 % Smic	120	80	80	120			40	160
250	≥ 110 % Smic	167	83	125	125	125	125	83	167
	< 110 % Smic	150	100	100	150			50	200
300	≥ 110 % Smic	200	100	150	150	150	150	100	200
	< 110 % Smic	180	120	120	180			60	240
350	≥ 110 % Smic	233	117	175	175	175	175	117	233
	< 110 % Smic	210	140	140	210			70	280
400	≥ 110 % Smic	267	133	200	200	200	200	133	267
	< 110 % Smic	240	160	160	240			80	320

Montant de chèques acquis	Salaire	OPTION A		OPTION B		OPTION C			
		Tous bénéficiaires Abondement égal à 50 % du versement du salarié		Tous bénéficiaires Abondement égal à 100 % du versement du salarié		BÉNÉFICIAIRES dont rémunération ≥ PSS (1) Abondement égal à 100 % du versement du salarié		BÉNÉFICIAIRES dont rémunération ≤ PSS (1) Abondement égal à 100 % du versement du salarié	
						Part salariée	Abondement employeur	Part salariée	Abondement employeur
500	≥ 110 % Smic	333	167	250	250	250	250	167	333
	< 110 % Smic	300	200	200	300			100	400
600	≥ 110 % Smic	400	200	300	300				
	< 110 % Smic	360	240	240	360				
700	≥ 110 % Smic	467	233	350	350				
	< 110 % Smic	420	280	280	420				
(1) La rémunération à prendre en compte est la moyenne mensuelle des rémunérations assujetties à cotisations de sécurité sociale au cours des 3 mois précédant l'acquisition des chèques-vacances.									

Modalités d'acquisition et d'abondement des chèques-vacances BTP

Option à choisir par l'employeur

(En euros.)

MONTANT de chèques- vacances	SALAIRE	OPTION A		OPTION B	
		Abondement employeur : 50 % du versement du salarié		Abondement employeur : 100 % du versement du salarié	
		Part salariée	Abondement employeur	Part salariée	Abondement employeur
100	≥ 110 % Smic	67	33	50	50
	< 110 % Smic	60	40	40	60
150	≥ 110 % Smic	100	50	75	75
	< 110 % Smic	90	60	60	90
200	≥ 110 % Smic	133	67	100	100
	< 110 % Smic	120	80	80	120
250	≥ 110 % Smic	167	83	125	125
	< 110 % Smic	150	100	100	150
300	≥ 110 % Smic	200	100	150	150
	< 110 % Smic	180	120	120	180
350	≥ 110 % Smic	233	117	175	175
	< 110 % Smic	210	140	140	210
400	≥ 110 % Smic	267	133	200	200
	< 110 % Smic	240	160	160	240
500	≥ 110 % Smic	333	167	250	250
	< 110 % Smic	300	200	200	300
600	≥ 110 % Smic	400	200	300	300
	< 110 % Smic	360	240	240	360
700	≥ 110 % Smic	467	233	350	350
	< 110 % Smic	420	280	280	420

Modalités d'acquisition et d'abondement des chèques-vacances BTP

Option à choisir par l'employeur

(En euros.)

MONTANT de chèques-vacances	SALAIRE	OPTION A		OPTION B		OPTION C	
		Abondement égal à 50 % du versement du salarié		Abondement égal à 75 % du versement du salarié		Abondement égal à 100 % du versement du salarié	
		Part salariée	Abondement employeur	Part salariée	Abondement employeur	Part salariée	Abondement employeur
100	≥ 110 % Smic	67	33	57	43	50	50
	< 110 % Smic	60	40	49	51	40	60
150	≥ 110 % Smic	100	50	86	64	75	75
	< 110 % Smic	90	60	73	77	60	90
200	≥ 110 % Smic	133	67	114	86	100	100
	< 110 % Smic	120	80	97	103	80	120
250	≥ 110 % Smic	167	83	143	107	125	125
	< 110 % Smic	150	100	121	129	100	150
300	≥ 110 % Smic	200	100	171	129	150	150
	< 110 % Smic	180	120	146	154	120	180
350	≥ 110 % Smic	233	117	200	150	175	175
	< 110 % Smic	210	140	170	180	140	210
400	≥ 110 % Smic	267	133	229	171	200	200
	< 110 % Smic	240	160	194	206	160	240
500	≥ 110 % Smic	333	167	286	214	250	250
	< 110 % Smic	300	200	243	257	200	300

MONTANT de chèques-vacances	SALAIRE	OPTION A		OPTION B		OPTION C	
		Abondement égal à 50 % du versement du salarié		Abondement égal à 75 % du versement du salarié		Abondement égal à 100 % du versement du salarié	
		Part salariée	Abondement employeur	Part salariée	Abondement employeur	Part salariée	Abondement employeur
600	≥ 110 % Smic	400	200	343	257	300	300
	< 110 % Smic	360	240	291	309	240	360
700	≥ 110 % Smic	467	233	400	300	350	350
	< 110 % Smic	420	280	340	360	290	410